

Contribuer au débat

La fiscalité et les dépenses publiques

#GrandDébat

01. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

rendre public les revenus fiscaux de tous les ministres et députés, personnel dans le Ministère et à l'Élysée -

02. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

assujeter à tous citoyens qui perçoivent de l'argent public, et réduire les aides aux étrangers (non imposables)

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Réduire la dépense publique | <input type="checkbox"/> Augmenter les impôts |
| <input type="checkbox"/> Faire les deux en même temps | <input type="checkbox"/> Je ne sais pas |

04. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

IRPP -

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

Les dépenses de l'État

Les dépenses sociales

mieux contrôlées

Les dépenses des collectivités territoriales

Je ne sais pas

06. Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

(plusieurs réponses possibles)

L'éducation et la recherche

La défense

La sécurité

Les transports

L'environnement

La politique du logement

Autres (préciser) :

réduction des aides sociales

07. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous... (plusieurs réponses possibles)

Reculer l'âge de la retraite

Augmenter le temps de travail

Augmenter les impôts

Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

à bas les émigrés, prisonniers -

Autres (préciser)

08. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

maisons EPAD - maison de Santé - domaine public Oenot

09. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Sécurité des Territoires

10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Oui Non

11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

arrêter de mettre les retraités à contribution -

Contribuer au débat

La fiscalité et les dépenses publiques

#GrandDébat

ce

01. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

Commencer par le gouvernement

02. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Imposer la Recherche et Développement ISF

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

Réduire la dépense publique

Augmenter les impôts

Faire les deux en même temps

Je ne sais pas

04. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

Impôt sur le revenu par ceux qui
gagnent le plus

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

- Les dépenses de l'État Les dépenses sociales
 Les dépenses des collectivités territoriales Je ne sais pas

06. Parmi les dépenses de l'État et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

(plusieurs réponses possibles)

- L'éducation et la recherche La défense La sécurité
 Les transports L'environnement La politique du logement
 Autres (préciser) : *Selon le Digne*

07. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...
(plusieurs réponses possibles)

- Reculer l'âge de la retraite Augmenter le temps de travail
 Augmenter les impôts
 Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

- Autres (préciser)

08. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

09. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

Oui Non

11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Contribuer au débat La transition écologique

#GrandDébat

01. Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? (1 seule réponse possible)

- La pollution de l'air Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)
 L'érosion du littoral La biodiversité et la disparition de certaines espèces
 Autres, précisez :

La consommation irresponsable

02. Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?
La responsabilité. L'information sur le résultat de nos choix quotidiens et sur les moyens d'en faire d'autres.

03. Diriez-vous que votre vie quotidienne est aujourd'hui touchée par le changement climatique ?

- Oui Non

Si oui, de quelle manière votre vie quotidienne est-elle touchée par le changement climatique ?

Non potable se dégrade. Disparition d'espèces animales et végétales, apparition de nouvelles, pas toujours sympatiques. Trop de pluie puis trop de sec, trop de vent, plus de froid

04. À titre personnel, pensez-vous pouvoir contribuer à protéger l'environnement ?

Oui Non

Si oui, que faites-vous aujourd'hui pour protéger l'environnement et/ou que pourriez-vous faire ?

Agriculteur bio à la retraite je le demeure dans mon jardin.
J'ai une voiture hybride, j'ai isolé ma maison, j'ai des
panneaux photovoltaïques, j'économise l'eau, je ~~restreins~~ limite
mes déchets, je covoiture, je ne change ~~pas~~ mes pneus que lorsqu'ils ne
fonctionnent plus, etc...

05. Pensez-vous que vos actions en faveur de l'environnement peuvent vous permettre de faire des économies ?

Oui Non

06. Qu'est-ce qui pourrait vous inciter à changer vos comportements comme par exemple mieux entretenir et régler votre chauffage, modifier votre manière de conduire ou renoncer à prendre votre véhicule pour de très petites distances ?

La conscience mais l'intérêt purement individuel
de ce changement est un levier puissant.
Pour moi il y a longtemps que c'est fait.

07. Quelles seraient pour vous les solutions les plus simples et les plus supportables sur un plan financier pour vous inciter à changer vos comportements ?

Subventions incitatives, prêt à taux 0%

08. Par rapport à votre mode de chauffage actuel, pensez-vous qu'il existe des solutions alternatives plus écologiques ?

Oui Non

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à changer de mode de chauffage ?

09.

Diriez-vous que vous connaissez les aides et dispositifs qui sont aujourd'hui proposés par l'État, les collectivités, les entreprises et les associations pour l'isolation et le chauffage des logements, et pour les déplacements ?

Oui Non

10.

Avez-vous pour vos déplacements quotidiens la possibilité de recourir à des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle comme les transports en commun, le covoiturage, l'auto-partage, le transport à la demande, le vélo, etc. ?

Oui Non Je n'utilise pas la voiture pour des déplacements quotidiens

Si oui, que faudrait-il faire pour vous convaincre ou vous aider à utiliser ces solutions alternatives ?

.....
.....
.....

Si non, quelles sont les solutions de mobilité alternatives que vous souhaiteriez pouvoir utiliser ?

Les transports en commun Le covoiturage L'auto partage
 Le transport à la demande Le vélo Autres :

Et qui doit selon vous se charger de vous proposer ce type de solutions alternatives ?

les comsom ou les syndicats mixtes qui doivent être financés pour cela. Gestion au plus près des besoins.

11.

Pensez-vous que les taxes sur le diesel et sur l'essence peuvent permettre de modifier les comportements des utilisateurs ?

Oui Non

12.

À quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? (1 seule réponse possible)

À baisser d'autres impôts comme par exemple l'impôt sur le revenu ?
 À financer des investissements en faveur du climat ?
 À financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique ?

13. Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée :
(1 seule réponse possible)

- Par le budget général de l'État
- Par la fiscalité écologique
- Les deux
- Je ne sais pas

14. Et qui doit être en priorité concerné par le financement de la transition écologique ? (Plusieurs réponses possibles)

- Les entreprises
- Les administrations
- Les particuliers
- Tout le monde

15. Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ? (1 seule réponse possible)

- Cofinancer un plan d'investissement pour changer les modes de production
- Modifier les accords commerciaux
- Taxer les produits importés qui dégradent l'environnement

16. Que pourrait faire la France pour faire partager ses choix en matière d'environnement au niveau européen et international ?

Montrer l'exemple.
Par des discours et des engagements de long terme,
chaque année, avoir avancé.

17. Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

C'est la priorité des priorités qui doit irriguer
l'ensemble des politiques publiques.
Il faut arrêter les OGM et le nucléaire. Mettre
fin à l'utilisation des pesticides, je sais que c'est possible
et que les agriculteurs y gagnent même si leurs
rendements baissent. Ils doivent être plus nombreux.
Supprimer le plastique, ect...

Contribuer au débat

La fiscalité et les dépenses publiques

#GrandDébat

01. Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?

L'information existe. Pourquoi ne se l'approprient-ils pas ? Voilà la bonne question.
Parce que leur opinion n'a pas d'importance.

02. Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?

Une grande réforme fiscale repensée depuis + de 40 ans - la rendre lisible et simple. Supprimer les niches fiscales et les exonérations/écarts - proportionnelles historiques. la rendre + proportionnelle. lutter contre la fraude, limiter l'optimisation fiscale.

03. Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout : (1 seule réponse possible)

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Réduire la dépense publique | <input checked="" type="checkbox"/> Augmenter les impôts |
| <input type="checkbox"/> Faire les deux en même temps | <input type="checkbox"/> Je ne sais pas |

04. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?

La TVA sur les biens de premières nécessités et sur les produits vertueux pour le climat.

05. Afin de baisser les impôts et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? (1 seule réponse possible)

- Les dépenses de l'État Les dépenses sociales
 Les dépenses des collectivités territoriales Je ne sais pas

06. Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout des économies ?

(plusieurs réponses possibles)

- L'éducation et la recherche La défense La sécurité
 Les transports L'environnement La politique du logement
 Autres (préciser) :

La ~~communication~~ propagande.

07. Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...
(plusieurs réponses possibles)

- Reculer l'âge de la retraite Augmenter le temps de travail
 Augmenter les impôts
 Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales. Lesquelles ?

Autres (préciser)

~~de pas faire payer que le travail, les entreprises et les entreprises bénéficiaire de ce stock de main d'œuvre qui fera un~~

08. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

les personnes handicapées et âgées -
les mal-logés -

09. Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

Le climat et le social - J'aimerais surtout que l'on prenne l'argent là où il est.

10. Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

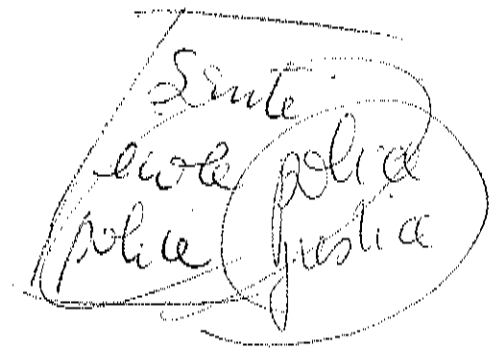
Oui Non

11. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

L'ISF doit être rétabli sauf sur la part qui participe à l'investissement productif.
Il faut ajouter une tranche d'impôt pour les + hauts revenus (tout revenus confondus).
Pour les politiques publiques utiles, notamment la transition climatique, il faut contraindre les assurances et les banques qui placent des centaines de milliards par an à le faire dans le domaine de la transition. Elles y ont intérêt, notamment les assurances, car il n'y a pas d'avenir économique (et beaucoup de perte, dans les "accidents climatiques").

Contribuer au débat Démocratie et citoyenneté

Le Grand Débat



Vie institutionnelle et démocratique

01. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Aux personnes que j'élis et qui me rendent compte - Associations, Syndicats, élus - Parce que je dialogue -

02. En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

Oui Non

Si oui, à quel type d'associations ou d'organisations ? Et avec quel rôle ?

Asso et organisation à élection directe participent à la définition des orientations politiques de leur mission -

03. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

Ils doivent rendre compte physiquement de leur mandat et en accepter les "dis arbitraires".

04. Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

- Une bonne chose Une mauvaise chose Je ne sais pas

Pourquoi ?

Rend possible la pluralité des expériences et la formation. La déconnexion du territoire est une "force", ils auront le temps, avec 1 mandat, de travailler et de rencontrer.

05. Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Il faut une proportionnelle intégrale et des majorités de projet comme au parlement européen ou dans certains pays d'Europe. C'est la meilleure façon de sortir de l'opposition virtuelle "Droite / Gauche".

06. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections, lesquelles ?

(plusieurs réponses possibles)

- Législatives Régionales Départementales
 Il ne faut pas introduire de proportionnelle

07. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

- Oui Non

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

- Oui Non

Si oui, lesquels ?

- Sans objet -

08. Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Leur donner, au moins, l'illusion du pouvoir.
Rendre compte et débattre de l'exécution du mandat.

09. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

Oui Non

10. Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

Oui Non

Si oui, de quelle manière ?

— Sans objet —

11. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Dans les communes, les comcom, les départements, les régions, et au National, avoir des collectifs de citoyens (genre Grand Débat) qui participent aux orientations. Cela donne information, formation, participation.

12. Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau national ?

Oui Non

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

Oui Non

13. Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée (le RIP est organisé à l'initiative de membres du Parlement soutenu par une partie du corps électoral) qui est applicable depuis 2015 ?

Oui Non Je ne sais pas

Si oui, comment ?

ça ne fonctionne pas donc trop fermé -

14. Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

Oui Non Je ne sais pas

15. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'État et les collectivités ?

Mieux les informer, ne pas compter que sur internet leur donner le pouvoir de changer les décisions. les associer sur de "petits budgets" locaux pour les "former"

16. Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Remplacer le Sénat par le Conseil économique, social et environnemental qui fixerait les orientations à long terme et contrôlerait l'avarice à court terme des orientations.

Faut-il les transformer ?

Oui Non

Si oui, comment ?

Supprimer le Sénat, de toute façon l'Assemblée nationale a le dernier mot.

Vie citoyenne

17. Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui :

- Satisfaisante À améliorer À modifier profondément

18. Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'État et les religions de notre pays ?

Séparation absolue et égalité de toutes les religions. Elles sont le domaine strictement privé.

19. Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

Cela s'apprend, en famille si possible, à l'école absolument où ces principes doivent vivre. Liberté, égalité, fraternité.

20. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la société ?

- Mieux informer (transparence)
- Tenir compte de leurs propositions même en les discutant ou en les contestant.
- généraliser la proportionnelle pour qu'ils se sentent représentés.

21. **Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?**

La politesse y compris chez les parents!!!

22. **Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?**

Donner l'exemple, y compris le Président.

23. **Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?**

24. **Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?**

Celles relatives aux respects des différences (femmes/homme, couleurs, religion, choix sexuel, ect...)
Apprendre la tolérance et la non violence, notamment à l'école.

25. **Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?**

Education

26. **Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la société ?**

Repus de l'indifférence - Respirer pacifiquement et sans indifférence.

27. **Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?**

homme / femme et racisme "ordinaire".

28. **Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une société plus solidaire et plus tolérante ?**

Education.

29. Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarité ?

Oui Non

Si oui, lesquelles ?

Immigration et intégration

30. Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quelles sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

*Je suis pour davantage d'accueil.
Il faut éviter la concentration et tout se passe bien.*

31. En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

Je suis pour une politique d'accueil. Il faut en définir les conditions plus qu'un niveau.

32. Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

*Des politiques sociales pour tous, les immigrés sont une richesse, pas un coût.
+ Une aide au développement qui leur permettent de rester chez eux, si ils le souhaitent.*



33. Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la société ?

la mise en œuvre réelle de la devise de la République
Liberté, égalité, Fraternité.

34. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

L'école apprend à être soumis, je veux une école qui apprend à être libre. Une école de l'émancipation par la coopération, pas de la concurrence.

Contribuer au débat

L'organisation de L'État et des services publics

L'organisation administrative

01. Que pensez-vous de l'organisation de l'Etat et des administrations en France ? De quelle manière cette organisation devrait-elle évoluer ?

C'est globalement satisfaisant mais les besoins évoluent et les fonctionnaires devraient pouvoir passer plus facilement d'un ministère à l'autre. La formation est insuffisante.

02. Diriez-vous que vous savez quels sont les différents échelons administratifs (Etat, collectivités territoriales comme la région, la commune, opérateurs comme par exemple Pole Emploi ou la CAF) qui gèrent les différents services publics dans votre territoire ?

Oui Non

03. Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?

Oui Non

04. Quels sont les niveaux de collectivités territoriales auxquels vous êtes le plus attaché ? (plusieurs réponses possibles)

La région Le département La commune L'intercommunalité

05. Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?

Oui Non

Si oui, lesquelles ?

celles dont il accepte le transfert financier qui vont avec.

Les services publics

06. Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ?

Oui Non

Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ?

Transport et pour tous les autres un interlocuteur en chair et en os.

07. Lorsqu'un déplacement est nécessaire pour effectuer une démarche administrative, quelle distance pouvez-vous parcourir sans difficulté ?

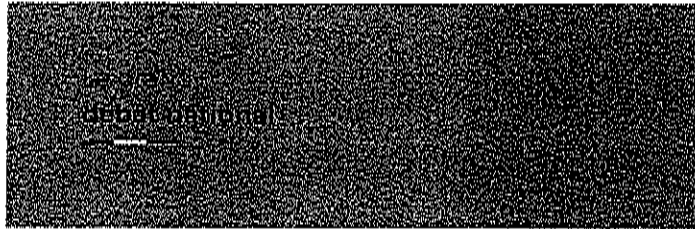
Jusqu'à 5 kms Jusqu'à 10 kms Jusqu'à 15 kms Jusqu'à 20 kms
 Plus de 20 kms

Pour accéder à certains services publics, vous avez avant tout des besoins... (plusieurs réponses possibles)

Téléphoniques Numériques Physiques pour pouvoir vous rendre sur place
Robot

09. Quels nouveaux services ou quelles démarches souhaitez-vous voir développés sur internet en priorité ?

Je souhaite avoir un internet de qualité qui me permette d'effectuer les démarches. Aujourd'hui, pas de services publics, pas de transport public, pas d'internet !



10. Si vous rencontrez des difficultés pour effectuer vos démarches administratives sur Internet, de quel accompagnement souhaiteriez-vous bénéficier ? (plusieurs réponses possibles)

- Une formation numérique Une aide téléphonique
 Une prise en charge par un agent

Si prise en charge par un agent : seriez-vous d'accord pour qu'un agent public effectue certaines démarches à votre place ?

- Oui Non

11. Pour chacune des nouvelles formes de service public suivantes, pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne ou d'une mauvaise chose :

Le regroupement dans un même lieu de plusieurs services publics (Maisons de services au public)

- Bonne chose Mauvaise chose

Les services publics itinérants (bus de services publics)

- Bonne chose Mauvaise chose

Le service public sur prise de rendez-vous

- Bonne chose Mauvaise chose

Les agents publics polyvalents susceptibles de vous accompagner dans l'accomplissement de plusieurs démarches quelle que soit l'administration concernée

- Bonne chose Mauvaise chose

12. Avez-vous déjà utilisé certaines de ces nouvelles formes de services publics ?

- Oui Non

Si oui, en avez-vous été satisfait ?

- Oui Non

Quelles améliorations préconiserez-vous ?

Formation et effectif suffisant.

13. Quand vous pensez à l'évolution des services publics au cours des dernières années, quels sont ceux qui ont évolué de manière positive ?

Impôt, identité, ...
Je ne les pratique pas tous.

14. Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ?

Santé, contrôle sanitaire, environnementale,
du travail, fiscal, ect... fonctionnaires qui
rapportent!!!

15. Avez-vous déjà renoncé à des droits / des allocations en raison de démarches administratives trop complexes ?

Oui Non



16. Si vous avez été concerné par certains des évènements de vie mentionnés dans le tableau ci-dessous, pouvez-vous indiquer les éléments de satisfaction ou/et les difficultés que vous avez rencontrés en précisant, pour chaque point de satisfaction et pour chaque difficulté l'administration concernée

Vous êtes un particulier :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je cherche une formation				
Je scolarise mon enfant				
Je cherche un emploi				
Je prépare/pars à la retraite				
Remboursement de soins de santé	X	MSA		
Demande d'aide pour une situation de handicap				

Vous êtes un professionnel :

	Points de satisfaction	Administration référente	Difficultés rencontrées	Administration référente
Je crée une entreprise				
Je recrute	Ecoute Efficacité	Pole Emploi		
Je forme du personnel	X	UNIFORMATION		
Je rémunère du personnel	X		asp X	Site mal configuré situation obscure
Je met fin à mon activité				
Je recrute une personne portant un handicap				

17. Connaissez-vous le « droit à l'erreur », c'est-à-dire le droit d'affirmer votre bonne foi lorsque vous faites une erreur dans vos déclarations ?

Oui Non

Si oui, avez-vous déjà utilisé ce droit à l'erreur ?

Oui Non

Si oui, à quelle occasion en avez-vous fait usage ?

18. Pouvez-vous identifier des règles que l'administration vous a déjà demandé d'appliquer et que vous avez jugées inutiles ou trop complexes ?

Demande d'informations ou de documents qu'elle possède déjà.

19. Faut-il donner plus d'autonomie aux fonctionnaires de terrain ?

Oui Non

Si oui, comment ?

*Mais l'autonomie implique de la responsabilité.
Liberté et soutien aux pédagogies alternatives.
Droit à l'expérimentation.*

20. Faut-il revoir le fonctionnement et la formation de l'administration ?

Oui Non

Si oui, comment ?

*Reforcer la responsabilité notamment personnelle.
Accroître la formation professionnelle notamment pour
permettre les mutations entre ~~secteurs~~ administration.*

21. Comment l'Etat et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?

*Réduire le nombre de couches et être plus claire sur
les compétences de chacune. Travailler avec la population
les élus décident mais tout le monde réfléchit, échange et
participe à la décision.*

22. Y a-t-il d'autres points sur l'organisation de l'État et des services publics sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Au niveau des collectivités locales (commençons à la base) les personnes qui y vivent, puis ceux qui y arrivent, devrait disposer d'un livret ~~citoyen~~ du citoyen où il est informé de toutes les structures qui participent à sa vie et à son environnement avec le contact. Comcom, Pays, Syndicats pour l'eau, les déchets, l'électrification, ... , les agences foncières, l'agence de l'eau, ect....

Je constate que la plupart des citoyens ignorent jusqu'à leur existence, leur fonction, leur pouvoir.

Des commissions extra communales, des conseils municipaux des jeunes ou tout autre structure de concertation, d'information et d'orientation constitueraient des structures de formation à la citoyenneté... et à l'engagement pour le collectif.

Auteur de l'article : Robert Trevennel HARRIS

Australien, passionné par la culture et l'histoire de la France, Robert HARRIS fut pendant de nombreuses années un leader reconnu des organisations internationales de la société civile. Président des ONG à l'UNESCO dans les années 1980, et au Conseil économique et social de l'ONU dans les années 1990, il est co-fondateur de l'Internationale de l'Education, représentant 32 millions de professionnels de l'éducation dans 178 pays. Après les scissions politiques de la guerre froide, il a participé à la création du conseil des syndicats mondiaux. Pendant 17 ans, il était porte-parole des organisations syndicales à l'OCDE à Paris sur les politiques de l'éducation, de la formation et de l'emploi, participant aux travaux du forum mondial économique à Davos et à Genève, et aux consultations pour l'organisation des sommets G7/8 et G20.

https://ei-ie.org/fr/search?site_type=1&srch-term=Bob%20Harris

LES REVOLUTIONS INDUSTRIELLES ET LES REBELLIONS

Les leçons de l'histoire

Robert Trevennel Harris

Les événements de 1968, qui ont fait trembler la cinquième République, sont parfois évoqués en reflet de la rébellion des gilets jaunes, qui perdure pour un quatrième mois. Une comparaison historique plus pertinente est 1848 – l'année du « Printemps des Peuples ». Le soulèvement commençait à Paris pour s'étendre ensuite à une grande partie de l'Europe.

Comparaison pertinente, car en 1848, un homme indépendant, ni de gauche, ni de droite, va prendre le pouvoir, va rapidement introduire une série de réformes louables, et sera pendant quelques temps l'homme politique le plus populaire de France. La comparaison est encore plus pertinente dans la mesure où la révolution politique de 1848 trouve ses racines dans le changement profond de société qu'est **la première révolution industrielle**. Sur ces deux plans, le parallèle avec 2018-19 est frappant.

En juin 1847, le député indépendant Alphonse de Lamartine, poète, historien et académicien, publie son *« Histoire des Girondins »*. Il s'adresse à une énorme foule à Mâcon. Au moment où un orage s'abat sur la Saône, l'ancien royaliste lance un avertissement à la monarchie constitutionnelle. S'ensuit pendant six mois, à travers le pays, la « campagne des banquets », une mobilisation libérale en faveur des réformes. Les banquets sont une astuce pour contourner l'interdiction des rassemblements publics. En janvier 1848, le gouvernement de Louis-Philippe, le « Roi-Citoyen », tente d'empêcher, malgré la médiation de Lamartine, un banquet géant prévu dans les rues de Paris, pour marquer l'anniversaire de George Washington. Louis-Philippe, dont Victor Hugo disait : « qu'il eût été un homme bien s'il n'avait pas été Roi », refuse de tirer sur la foule. Il abdique et, avec son épouse, traverse la Manche sous les noms d'emprunts de Mr et Mrs Smith pour un exil en Angleterre.

Dans la turbulence et la confusion, Lamartine devient l'homme fort du gouvernement provisoire. Il rédige la déclaration de la 2^{ème} République, qu'il lit devant 200 000 personnes à la Bastille. Sous les applaudissements, il déclare le drapeau tricolore comme symbole de la France. Le gouvernement prend rapidement des décisions en faveur de la paix civile. Le suffrage universel masculin est établi – éliminant les conditions de propriété. Si les femmes n'ont pas encore le droit de vote, l'écrivaine et féministe George Sand œuvre au gouvernement pour l'éducation des filles. L'abolition de l'esclavage est réaffirmée, la colonie d'Algérie est déclarée partie intégrante de la France. Lamartine fait la

promotion des nouvelles technologies de l'époque : des chemins de fer, dont il propose la construction de réseaux pour lier la campagne avec la ville, et ainsi unifier le pays. Il cherche à rassembler la gauche socialiste et la droite libérale. Il soutient les ateliers nationaux qui engagent les chômeurs aux travaux publics.

A l'extérieur, Lamartine, au poste des Affaires étrangères, rassure les pays voisins : il n'y aura pas de retour à l'époque des guerres Napoléoniennes. Il publie un «*Manifeste pour l'Europe*».

Mais, en février 1848, deux journalistes allemands publient un autre manifeste à Londres. Ils s'appellent Karl Marx et Friedrich Engels, ce dernier ayant suivi plusieurs banquets dans les villes françaises fin 1847. Leur pamphlet est intitulé «*Le Manifeste Communiste*». Il distille le rejet du système, et surtout la stratification des classes créées par la première révolution industrielle.

Avec lucidité, Lamartine a perçu les risques pour la 2^{ème} République. Mais son gouvernement manque son destin. Les agitations continuent. Le Gouverneur d'Algérie, le Général Cavaignac, de retour à Paris, est nommé chef de la Partie de l'Ordre, et Ministre de Guerre. Le gouvernement provisoire perd la confiance de l'Assemblée. En juin, Cavaignac prend le pouvoir. Il supprime les ateliers nationaux et ordonne la conscription pour tous les jeunes hommes. Les ouvriers parisiens se rebellent. Ils érigent des barricades. Cavaignac sort les grands moyens ; il tire sur les barricades avec l'artillerie. L'Archevêque de Paris monte sur la plus haute barricade pour appeler au calme. Il est tué par une balle. Des milliers d'ouvriers sont massacrés. Victor Hugo, Maire d'un arrondissement, participe à la répression ; même si, plus tard, dans son roman épique «*Les Misérables*», il décrit les déchirements d'une société bouleversée par les changements de la révolution industrielle.

L'élection présidentielle sous la nouvelle Constitution républicaine est tenue en novembre. Louis-Napoléon Bonaparte, de retour d'exil en Angleterre, ramasse une forte majorité, battant Cavaignac. Lamartine récolte moins de un pourcent des voix. Avant la fin de son mandat présidentiel de quatre ans, Louis-Napoléon va mener un coup d'état et ensuite se déclarer Empereur, validé par un référendum manipulé. Le Second Empire succède à la Seconde République.

L'Histoire ne prédit pas l'avenir. Mais ceux qui ignorent les leçons de l'Histoire sont souvent condamnés à les répéter. La pertinence de 1848 aujourd'hui se trouve dans les conséquences sociales et politiques d'un changement profond de l'économie. En 2018-19, la société française, européenne, voire mondiale, vit une transformation d'ampleur encore plus dramatique et rapide que lors de la première révolution industrielle ayant mené aux révolutions politiques de 1848.

La révolution de la production et de la consommation

La première révolution industrielle remplaçait les muscles par les machines. Une deuxième révolution, après la Grande Guerre de 1914-1918, fut celle de la production de masse dont Ford était le pionnier aux Etats-Unis, menant à la société de consommation et aux médias de masse. Celle-ci eut également des conséquences fortes sur l'organisation des sociétés et sur le fonctionnement des démocraties. Les événements de 1968, en Europe, en Amérique, relèvent des questionnements des jeunes sur ces conséquences ; leur rejet de la société de consommation et de ses institutions politiques.

La révolution de la mobilité et de la communication

Intervient ensuite la troisième révolution industrielle mondiale, celle de la dernière partie du vingtième siècle. C'est la révolution de la mobilité, étroitement liée à une révolution dans les communications.

Cette nouvelle révolution couve depuis les années 1970. Trois signes précurseurs : le développement des avions gros-porteurs à partir de 1969, dans la même année un cinquième de l'humanité regarde

en même temps les premiers pas d'homme sur la lune, et l'invention par Toyota au Japon de la gestion de production «just-in-time». La mobilité de production à l'échelle planétaire, la mobilité des emplois, la mobilité des personnes et la mobilité des finances, sont d'ores et déjà à la base de notre système économique. La mobilité va de pair avec la mondialisation.

Les précurseurs politiques se présentent également. Le mur de Berlin ne résiste plus à la mobilité des personnes et de la communication, pas plus que l'apartheid dans l'Afrique du Sud. L'Union Soviétique tremble et s'effondre. Les pays de l'Europe de l'Est se rapprochent à l'ouest ; l'Union Européenne s'élargit.

C'est aussi la mobilité dans les chaînes de production, et c'est l'Asie, la Chine en tête, qui en profite. Les porte-containers sillonnent les océans. La mobilité va jusqu'aux livraisons par fret aérien chaque nuit de milliers de tonnes de pièces détachées et de produits frais. La mobilité est considérée comme la clef de l'efficacité. Avec l'efficacité du marché, on peut raisonnablement prévoir, selon cette analyse, une croissance du bien-être à tous les niveaux de chaque société. C'est l'enseignement des grandes écoles, de Harvard aux Etats-Unis à l'ENA en France. C'est le mantra que j'ai entendu maintes fois lors des réunions ministérielles et autres au siège de l'OCDE à Paris. Mobilité égal efficacité égal bien-être – c'était une évidence, c'était incontestable !

Seulement cette évidence-là se retrouve confrontée aux deux réalités.

La première réalité est l'impact sur notre environnement. Le carburant de la mobilité chauffe la planète. Les pays du monde se rencontrent à Copenhague, à Paris, et ailleurs pour négocier les accords pour ralentir ce réchauffement. Mais dans les banlieues, à la campagne, cela fait 30 ans, voire 40 ans qu'on pousse les gens à la mobilité dans leur vie quotidienne. Il faut se déplacer pour travailler, pour faire ses courses, pour sa santé, pour l'éducation de ses enfants, pour ses loisirs. Et tout cela a un coût collectif, en termes de pollution, de santé, et plus généralement pour la sécurité routière et le changement climatique.

La deuxième réalité est l'inégalité. La mobilité des chaînes de production et la mobilité des finances ont creusé les écarts depuis 30 à 40 ans d'une façon assez dramatique. Et paradoxe : les politiques des banques centrales pour sortir de la crise financière en 2008 augmentent ces écarts. Les revenus à la base stagnent. Les revenus du haut de la pyramide s'envolent. Ces inégalités ne sont plus atténuées par la fiscalité, car les législations fiscales sont nationales alors que l'économie est globale.

A la mobilité de la vie quotidienne s'ajoute la mobilité migratoire, des mouvements de peuples. La migration fait partie de l'histoire de l'Humanité, mais jamais avec l'ampleur qu'on connaît aujourd'hui. Les fossés économiques, les guerres et la répression, la désertification et la surpopulation des villes sont tous facteurs dans ces migrations, légales ou pas. Et chacun a son téléphone portable pour communiquer en cours de route ; les trafiquants aussi. Les conséquences de ces mouvements d'une ampleur sans précédent ébranlent la vie politique de tous les pays membres de l'OCDE, de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Australasie et de l'Asie de l'Est.

Les institutions démocratiques sont remises en question et pas seulement en France. L'idée même que la liberté du marché est étroitement liée avec la liberté de la vie politique est mise à l'épreuve. Le concept de la démocratie représentative est écarté par certains, car ils estiment qu'il ne répond plus à leurs attentes. Comme en 1968, on appelle à la démocratie directe, mais on a du mal à la définir. Par-dessus tout, c'est le sentiment d'injustice, qui est le moteur de toutes les révolutions

La rébellion des gilets jaunes perdure. On constate le besoin de pallier aux défailances des relais traditionnels entre la vie locale et les institutions de l'Etat. C'est une question qui dépasse les frontières de la France, qui s'étend aux institutions de l'Europe et de la communauté internationale.

Les questions posées sur la fiscalité, les services publics, la transition écologique et la citoyenneté sont des questions nécessaires, mais pas suffisantes. Plus fondamentale est la question de la confrontation entre la société de la mobilité et les deux réalités citées ci-dessus : le changement climatique, et l'augmentation assez dramatique de l'inégalité.

Une société civile de participation et de l'action

Comment s'en sortir ? Aucun gouvernement ne peut le faire seul. L'implication de la société civile dans un sens large est primordiale. Cela fait 100 ans que le rôle des organisations syndicales et patronales est reconnu dans le traité de Versailles par la création de la tripartite OIT ; ceci était une réponse institutionnelle à la première révolution industrielle, à ses conséquences sociales, au choc des révolutions politiques. Tout en se réinventant, ces partenaires sociaux ont encore un rôle vital dans l'économie du XXIème siècle. Mais en 100 ans la société civile a explosé ; les activistes s'engagent dans le développement, dans les droits de l'homme, dans le sauvetage de la planète, et plus encore. La diversité des organisations de la société civile est vaste, jusqu'aux groupements moins structurés basés sur les médias sociaux. Je connais bien cette diversité. C'est complexe, et les failles existent, mais cette diversité des relais de participation et de l'action est aussi une force. Il faut trouver les moyens de les impliquer dans la recherche des solutions. Ces solutions passent forcément par leur capacité à lier les réalités de la vie locale aux impératifs globaux. Le vrai défi c'est de construire ces liens de telle sorte que les gens qui luttent pour une existence décente ne se sentent plus les victimes, mais les acteurs de leurs propres destins. Ceci est le défi d'aujourd'hui, celui de la troisième révolution industrielle de la mobilité et de la communication.

Et déjà – une quatrième révolution

Et alors que nous sommes confrontés à ce défi, nous sommes au seuil de la quatrième révolution industrielle, évoquée au forum de Davos depuis 2016. Cette quatrième révolution de l'intelligence artificielle, des robotiques, de la réalité virtuelle, des blockchains, des biotechnologies, est devant nous. Nous en sommes à gérer les conséquences sociales et politiques de la troisième révolution industrielle, celle de la mobilité, que déjà la quatrième pointe son nez ! C'est un grand débat pour un autre jour, et ce jour est presque-là.



Remis le 16.2.2015
par Jean-Pierre LAVORIER dans le cadre de
de la Chapele St Jean "Grand Débat"

PROPOSITIONS DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE ET SOLIDAIRE

La transition écologique n'est pas une option : c'est une nécessité. En premier lieu pour les plus démunis car ce sont eux les plus touchés par les pollutions et les changements climatiques, ici et ailleurs. France Nature Environnement affirme qu'il est nécessaire et possible de concilier les enjeux de justice sociale et de transition écologique. Voici des propositions concrètes pour y parvenir, à porter dans le cadre du « Grand Débat » national (et partout ailleurs) et à adapter selon les contextes locaux.

La transition écologique

- rénover un million de logements chaque année au niveau « Bâtiment Basse Consommation » pour améliorer leur isolation ; rendre plus simples et efficaces les aides à la rénovation pour les particuliers ; aider les ménages en précarité énergétique à payer leurs factures ; interdire progressivement la location de « passoires énergétiques » (logements trop mal isolés).
- permettre à tous les citoyens de se déplacer en polluant moins : investir massivement dans les transports en commun du quotidien, maintenir les « petites lignes » et les trains de nuit, encourager les déplacements en vélo en créant davantage de pistes cyclables et en rendant obligatoire l'indemnisation des déplacements domicile-travail en vélo ; encourager la mobilité partagée en généralisant les plans de mobilité des entreprises pour aider les salariés à mutualiser leurs déplacements (Cliquer [ici](#) pour voir nos propositions pour la loi sur les mobilités).
- aider les personnes les plus fragiles et dépendantes à la voiture dans leur transition vers une mobilité plus écologique : créer une prime à la mobilité (sous conditions de ressources) pour acquérir des véhicules moins polluants ou un abonnement aux transports en commun ou l'achat d'un vélo à assistance électrique ; maintenir et développer les tarifications sociales dans les transports en commun.
- diminuer au maximum les déplacements subis, ceux que les personnes ne font pas par choix mais par obligation. Cela veut dire privilégier la rénovation plutôt que l'étalement urbain, arrêter de créer des centres commerciaux en périphérie et encourager plutôt le commerce de proximité.
- accélérer la production d'énergies renouvelables locales (notamment l'énergie éolienne et photovoltaïque) grâce à davantage d'investissements publics, une meilleure planification et plus de concertation avec les habitants ; soutenir les projets territoriaux et encourager l'investissement citoyen dans ces énergies.
- préserver notre santé en interdisant les pesticides chimiques les plus dangereux, en soutenant plus fortement l'agriculture biologique, en interdisant l'épandage de pesticides près des écoles, des habitations et des cours d'eau, en faisant sortir au plus vite l'ensemble du secteur agricole de la dépendance aux pesticides, notamment via l'agroécologie.
- protéger la biodiversité en stoppant l'étalement urbain, en actant un objectif de zéro artificialisation nette (on n'artificialise plus d'espace naturel sans rendre à la nature une surface équivalente) et en stoppant les projets destructeurs.
- permettre à tous d'avoir accès à la nature, nos littoraux, nos mangroves, nos forêts, nos prairies, nos montagnes...
- protéger les citoyens des effets des changements climatiques en stoppant la destruction des zones et prairies humides et en recréant au maximum celles détruites.
- favoriser les emplois verts et non délocalisables en taxant moins les activités d'entretien et de réparation (du matériel informatique, des téléphones, de l'électroménager...) et en rendant obligatoire le fait que les appareils soient réparables.

La fiscalité et les dépenses publiques

Alors que les conséquences des dérèglements climatiques se font déjà sentir, et que les populations les plus vulnérables en sont les premières victimes, la fiscalité écologique est indispensable pour faire évoluer les comportements. Mais elle ne pourra être acceptée que si les efforts sont partagés de manière juste et que des mesures d'accompagnement sont mises en place pour celles et ceux qui en ont besoin.

- **la répartition des dépenses et des recettes écologiques** : les recettes issues des taxes écologiques doivent être affectées à la transition, ainsi qu'à l'accompagnement des populations les plus modestes et les plus dépendantes des énergies fossiles, notamment dans les zones rurales ou en périphérie des villes. Elles doivent aussi servir à soutenir les évolutions des entreprises vers des procédés plus efficaces en énergie, plus économes en ressources et non polluants. De manière générale, il faut **augmenter le budget pour la transition écologique**.

- **une fiscalité carbone plus juste** : la taxe carbone est indispensable pour inciter progressivement à moins polluer. Elle doit être rétablie, mais de manière plus juste. Aujourd'hui certains secteurs pourtant très polluants sont exemptés. Les ménages sont 3 à 6 fois plus taxés sur le carbone que les grands pollueurs. Il faut donc appliquer avec équité le principe pollueur-payeur, en supprimant les cadeaux fiscaux accordés aux modes de transports les plus polluants, notamment le transport de marchandise par la route et le secteur aérien ([cliquer ici](#) pour signer notre pétition).

- **la fin des aides publiques aux projets ou activités toxiques pour l'environnement**: il faut éco-conditionner systématiquement l'ensemble des aides publiques pour favoriser l'évolution des activités économiques et cesser d'aider celles qui ne s'orientent pas vers la transition. C'est notamment essentiel dans le secteur de l'agriculture.

La démocratie et la citoyenneté

Pour sortir des crises actuelles environnementale et sociale, il faut renouer le dialogue démocratique, notamment en renforçant la démocratie participative en complément de la démocratie représentative.

- **faire davantage participer les citoyens à la prise de décision**, en particulier concernant les projets locaux qui affectent directement leur environnement : leur permettre de se prononcer sur l'opportunité d'un projet, permettre des contre-expertises indépendantes pour les gros projets, ne pas faire d'internet le seul moyen de communication, renforcer les enquêtes publiques, organiser des débats publics de manière indépendante, respecter l'expression des habitants et y répondre...

- **favoriser l'éducation à la nature et à l'environnement** pour une meilleure connaissance des enjeux économiques, sociaux et environnementaux, faire des citoyens libres et égaux dans les processus de décision.

- **favoriser l'engagement associatif** environnemental en facilitant le bénévolat et en soutenant financièrement les associations qui défendent l'intérêt général.

- requalifier le rôle des « **conseils de développement locaux** » et élargir leur composition avec un quart des membres issus d'associations d'intérêt général (environnement, culture, santé, insertion...) et un quart de citoyens tirés au sort (avec une formation préalable)

- renforcer les missions du **Conseil Economique Social et Environnemental**, la chambre de la société civile organisée, rééquilibrer sa composition pour que les trois piliers (économique, social et environnemental) soient représentés équitablement ; faire de cette chambre la chambre des consultations citoyennes et lui confier le rôle d'examen des lois de programmation sous l'angle de leur impact de long terme.

Il n'y aura pas de transition écologique sans transition sociale : il est donc indispensable de construire un processus de transition juste. Les changements de comportements et de choix d'investissements des acteurs sociaux et économiques appellent la définition d'un horizon commun, d'objectifs partagés et des processus de suivi participatifs.

Vive les Services Publics !

En Bresse comme ailleurs

SERVICES PUBLICS EN DÉTRESSE !

Nous habitants de la Bresse, vivons tous les jours les conséquences des suppressions de services publics dans notre territoire, et de leur insuffisance :

- suppression du tribunal, du cadastre, des points d'accueil ENEDIS et GRDF, de bureaux de postes, d'agences bancaires...
- fermetures de classes primaires (3 en 2018, 7 en 2019 ?), insuffisance des postes d'enseignants aux collèges et au lycée pour nos enfants
- éloignement et coût croissant des services de santé, allongement des délais de rendez-vous médicaux, menaces sur les services mobiles d'urgence (« le 15 »)
- insuffisance des transports publics (train, bus) alors qu'on nous incite à moins utiliser la voiture pour la transition énergétique
- obligation d'utiliser Internet pour les démarches administratives et les services courants sans tenir compte des nombreuses personnes qui n'ont pas accès à Internet ou ont des difficultés à l'utiliser
- etc.

Nous avons droit sur nos territoires à des services publics de qualité également accessibles pour tous et toutes !

Il faut changer de cap !

Pour la défense et le développement des services publics, rejoignez nos combats

Contact mail : vive.les.services.publics.bresse@gmail.com

Doléances

obligation de présence des députés au débats

Suppression du Sénat et du système abusif des retraites des anciens élus (députés ministres et sénateurs).

Fils des indemnités présidentielles à vie.

Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transports seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et au chèque-vacances.

Impôts : Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches. Révision de l'échelle des impositions des hauts revenus, des revenus boursiers et des avantages des multinationales

- Smic à 1 300/mois euros net.
- Pas de retraite en dessous de 1 200 euros/mois
- Salaire maximum fixé à 15 000 euros/mois.
- Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés à l'inflation.
- Même système de Sécurité sociale pour tous (y compris artisans et auto entrepreneurs).
- Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.

Retour à la vitesse maximale sur route à 90 km/h

• Fin de la hausse des taxes sur le carburant, mais taxer le kérosène de l'aviation et le fuel des transports maritimes beaucoup plus polluant.

• L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.

Inciter à la production d'énergie propre : éolien et solaire

• **Développer une industrie française de la voiture à hydrogène, ou au carburant méthane (qui sont véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.)**

• Protéger l'industrie française » Pénaliser les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois. • *développer les fonds participatifs*

• Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.

• Pour la sécurité de l'emploi : limiter davantage le nombre de CDD pour les grosses entreprises plus de CDI.

• *retablir l'ISF pour faire de la recherche appliquée pour l'industrie*

• **Fin de la politique d'austerité.** On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les 80 milliards de fraude fiscale.

• Que les causes des migrations forcées soient traitées.

• Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travaillez avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.

• Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours).

• Que des emplois soient créés pour les chômeurs et créer une vraie incitation à travailler plutôt que d'être assisté.

• Augmentation des allocations handicapés.

• Limitation des loyers. Davantage de logement à loyers modérés (notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires).

• Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.

• Maximum 25 élèves par classe de la maternelle à la terminale.

• Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.

recherche de variétés de végétaux résistant aux parasites pour moins de produits chimiques

En amont: le travail de fond. —

Pour les générations actuelles et futures —
Des orientations qui suscitent l'espoir!

En tant que simple citoyenne, je ne permets de transmettre
ces quelques réflexions.

Dans ce monde où les incompréhensions sont très vives,
monde de plus en plus partagé de clivages: riches (pauvres
indéennement très riches / et terriblement pauvres —
privilegiés / démunis — méritants / pas ou peu méritants.

Pour les futurs parents, jeunes parents et leurs petits
enfants jusqu'à 4 ans — Les Maisons Dolto (Française)
— Espace de jeu et de repos — lieu de rencontre et de
parole pour tous les petits enfants jusqu'à 4 ans
accompagnés de leurs parents ou d'un adulte familial.

— Espace de rencontre avec d'autres enfants et d'autres
adultes, une maison Française Dolto est un lieu inter-
médiaire entre l'intimité de la vie familiale et la vie
sociale —

— Espace de parole, les accueillants sont à l'écoute des tout-
petits et de leurs parents.

L'enfant pourra cheminer au rythme qui est le sien
pour grandir.

Pour l'accueil, c'est une équipe de 3 (ou plus) accueillants -
équipe différente chaque après midi:

A l'arrière, l'accueillant demande le prénom de l'enfant
et son lien avec la personne qui l'accompagne. Son
prénom est inscrit sur le tableau - l'anonymat est
respecté. (si possible).

Une participation financière est demandée par enfant
et par après midi - sont posés

Des règles sont respectées, anonymat — les limites
ex: pour jouer avec l'eau - l'enfant doit demander
l'autorisation à son ^{ou ses} parents et mettre le tableau plastifié.
— Des espaces différenciés: un espace plus intime - moins
bruyants pour l'adulte qui a besoin de se ressourcer
non enfant. X

X les accueillants: équipe - les professionnels en tant qu'individus sous anonymat -
psychiatre - éduc. Spécialisée etc - ils entretiennent
C'est un engagement personnel - pas de
solennité - seulement une indifférence.

un espace pour déambuler en trottinette - de la limite par une bande de scotch collée au sol - l'enfant ne doit pas dépasser cette limite avec son engin etc -
- Limite : la largeur des 4 ans - l'accueil n'est plus effectif après 4 ans -

- Les Maisons Delta : sont des lieux pour voies des petits enfants et leurs parents -

Actuellement beaucoup de jeunes Kamau sont séparées géographiquement de leur fratrie mère au moment de leur accouchement et les premières mois elles peuvent se sentir démunies sans l'étayage sur leur mère etc..

- Des questions diverses peuvent être abordées les troubles de sommeil - les difficultés pour l'alimentation - les limites - etc - les premiers moments à l'accueil etc etc -

Ce type de structures sont hélas insuffisantes pour le moment mais elles peuvent répondre à des préoccupations des familles isolées ou rencontrant des difficultés - ou ayant tout simplement besoin d'échanger dans un lieu où l'anonymat est respecté -

2

Des pratiques innocentes voient le jour actuellement
les "ateliers philosophie" pour Enfants, discipline encore trop
confidentielle qui ouvre à l'introspection, à l'écoute de
soi, de son ressenti, de ses émotions, à l'écoute de l'autre, à la tolérance et au respect.
contribuant ainsi à être mieux armé pour grandir en
humanité et pour faire des choix de vie plus tard,
avoir une place reconnue, digne. une parole écoutée.
une vie d'adulte plus ouverte à circuler dans la
compréhension de l'autre etc.

Ce travail d'écoute nécessite une formation rigoureuse
- Ce type d'animation ne s'uniformise pas !...

Ces "ateliers philo" représentent un moyen de sortir
de la violence, des clivages -

de philosophie Friedrich Heidegger et d'autres philosophes
se mobilisent pour ce type d'ateliers.

- Au niveau du Parlement: Nécessité de travailler sur des
projets dans une continuité pour la Santé - l'Éducation et
la Défense - Même quand il y a changement de majorité au Parlement!
- Je suis pour le maintien du Sénat qui peut avoir un rôle de tiers.
- " " " l'élection présidentielle pour 7 ans. Il faut du
temps pour évaluer le travail réalisé; l'ajuster -

À propos de la C.S.G : contribution sociale généralisée

Que un effort de solidarité soit demandé: O.K. mais
il y a des limites en tout. Le grand souci des personnes
qui avancent en âge, c'est la perte d'autonomie mais
aussi, à force de voir leurs revenus baisser de façon
conséquente, leur grande crainte c'est d'être de se
retrouver à la charge de leur famille ou de l'État.

Il est important de ne pas se retrouver dans l'incapacité
à subvenir à ses propres besoins. C'est la question de
dignité qu'il faut entendre -

- Des économies à réaliser: Des rituels désuets: ex l'arrivée
en musique des parlementaires - Nous ne sommes plus sous
Louis XIV!...

- Des rituels lors de cérémonies du souvenir ou décès de
soldats doivent bien sûr être maintenus -

- Il y a des loups en Italie - et dans les Carpates en Roumanie
pas besoin d'en importer! Nous ne maîtrisons pas le problème!

Quand des subventions ont été attribuées pour rénover
des châteaux par ex et ^{lorsque} ~~les~~ ^{elles} sont revendus après
restauration - l'Etat devrait être en droit de récupérer
l'argent des subventions.

- Des économies à faire lors des repas d'accueil de
personnalités : menus de faste et finitions inutilisées.

- Ne peut-on pas changer la Constitution pour
éviter que le Parlement se déplace à Versailles.
Il y aurait de sérieuses économies à faire !
quand le Président doit intervenir ?

En vous remerciant infiniment

J. Desmard

Geneviève Desmard
38 rue du Bourgneuf.
71370 - Ouroux / Saône -

Doléances :

- Supprimer les privilèges des Présidents et anciens Présidents logement de fonction et voitures de fonction, transports privés aériens (chers et environnement taxe carbone n'est pas prise en compte pour leurs déplacements, résidences secondaires (Marigny plus Fort de Brégançon avec piscine alors qu'il y a la mer) déjà le coût du logement de l'Élysée est énorme, mais les résidences secondaires pourraient être à la charge des élus . Pourquoi changer la vaisselle et y mettre une telle somme ?
- Il faut abolir les privilèges des Présidents, 1^{er} ministre, ministres, sénateurs, députés sortants (plusieurs personnes restent au service de l'élu à 7 à 8 personnes pour les ministres régaliens.
- Les sénateurs en exercice ont des rémunérations trop élevées (ils ne doivent pas manger plus qu'un pauvre !) les indemnités de frais de mandat devraient être imposables, les retraites sont exorbitantes.
- Les gens connaissent peu cet avantage qui devrait être inexistant les contribuables vont-ils continuer à payer les obsèques des députés, celles de leur conjoint (s'ils en ont plusieurs on multiplie) et même celles de leurs enfants ?
- Faire payer les plus riches et pas les plus pauvres remettre l'ISF
- Supprimer les paradis fiscaux et les niches fiscales
- Faire en sorte que nos acteurs, chanteurs qui font des concerts en France payent leurs impôts en France en fonction des gains qu'ils ont eu sur le territoire, même s'ils sont partis habiter à l'étranger pour échapper au fisc.
- Taxer les GAFAS sur les bénéfices qu'ils font en France.
- Faire en sorte que les grandes surfaces ne puissent pas augmenter les produits de première nécessité, car récemment tout a flambé)
- Mettre une TVA à 5.5 % ou moins sur les denrées alimentaires
- Baisser le prix des produits biologiques car souvent c'est ce qu'on a dans notre porte-monnaie que l'on regarde pour faire ses courses au détriment de la qualité des produits.
- Les plus pauvres mangent mal, pas équilibré, car achètent au moins cher, des féculents etc.. d'où risque de maladie cardio-vasculaires et obésité.
- Ne pas taxer les gens qui ont des petites successions et qui ne peuvent même pas payer au final les droits de successions parce que ce sont un frère ou une sœur qui a hérité, même lorsqu'il s'agit d'une propriété modeste pour les enfants ils ne devrait pas avoir de taxes, sauf pour les grandes fortunes.
- Instaurer des primes pour changer de voiture c'est bien, mais ce sont ceux qui peuvent s'acheter une voiture qui en profitent, moi, je ne peux mettre plus de 4000 € pour une voiture hybride ou électrique il faut rajouter des milliers d'€uros donc impossible même si l'on veut être écologique.
- Les tarifs des contrôles techniques sont trop élevés et les points qui doivent être l'objet d'une contre visite trop nombreux, là encore on n'a pas forcément les moyens de changer de voiture, et sans voiture, sans travail.
- Il faut favoriser les carburants à eau
- Les permis de conduire reviennent trop chers, sans permis pas de travail, et sans travail on ne peut pas se payer le permis de conduire.
- en milieu rural on n'a pas la possibilité de transports en commun pour aller travailler, il faut prendre sa voiture, ou encore le bus qui va aux villes voisines n'a qu'un départ le matin très tôt par exemple et pas de retour le soir possible après ses heures de travail.
- Les transports en commun en ville restent chers si l'on n'est pas étudiant, quand mon fils a payer son logement à Lyon, il n'a toujours pas de contrat à durée indéterminé, travaille en intérim par missions et donc ne peut pas se permettre de prendre le train avec sa femme pour venir me voir et comme il est en ville, il a revendu sa voiture, car en ville il ne peut pas la mettre dans un parking car là aussi ça coûte cher et pas forcément à côté de son appartement.
- On supprime les petites gares en milieu rural alors que pour aller à la capitale régionale c'est bien pratique d'avoir quelqu'un au guichet pour les renseignements, les abonnements, les itinéraires et les prix les plus intéressants (tout le monde n'est pas à l'aise avec internet).

- Les services publics en milieu rural ne devraient pas être supprimés comme La Poste, La Perception, sinon il faut avoir une voiture, pouvoir conduire et faire des kilomètres donc brûler du carburant qui est trop taxé, trop cher.
- Les petites gens sont obligées de faire très très attention à leurs déplacements à les regrouper etc.
- Le co-voiturage est plus facile en ville qu'à la campagne.
- Si l'on doit consulter un spécialiste il faut aller à 40 kms. Il faut inciter les spécialistes ophtalmologues, jeunes ou moins jeunes en ont besoin, voir des dermatologues avec tous les cancers de la peau etc...
- Les Grands spécialistes sont au moins à 140 kms de chez nous (Lyon)
- Les dépassements d'honoraires pour les consultations médicales ou les interventions chirurgicales ou les anesthésistes et/ou les dépassements à payer en espèces devraient être interdits. On a une santé à deux vitesses, il y a ceux qui peuvent payer et les autres...
- Il y a de plus en plus de remboursements de médicaments ou autre moi, je suis obligée de mettre une talonnette de 3cm sous le talon et 1 cm sous la semelle, donc fait par un cordonnier, ça me coûte 38 € et je n'ai pas de remboursement par la sécurité sociale ni par ma mutuelle et pourtant ce n'est pas un luxe à ce stade, sans elle je ne peux pas marcher correctement.
- Pour les prothèses auditives et dentaires et même les lunettes et verres correcteurs certaines personnes ne se soignent pas car ne peuvent pas, avec le reste à charge zéro on n'aura du bas de gamme pas forcément adapté à son métier ou à sa vue si on travaille sur écran etc...
- - quand on est handicapé, un fauteuil roulant correct coûte très cher, et même avec des aides le reste à charge est énorme, de même quand on veut aménager ses toilettes et salle de bain pour accessibilité handicapé, le reste à charge est encore important (je suis en train de déposer des dossiers donc je sais de quoi je parle) ou aménager sa cuisine pour être à hauteur du four et plan de travail, refaire toute son électricité pour que les prises électriques soient à bonne hauteur etc. ..
- Il y a encore trop de lieux qui sont inaccessibles aux personnes en fauteuil ou handicapé, pas assez de logements accessibles, de lieux publics, de magasins, de salles de cours dans les établissements scolaires, des quais de gare, ou de tramway, des distributeurs automatiques etc...
- Il faut mettre un plafond à ne pas dépasser pour la vente des produits et marchandises que ce ne soit pas 3 ou 4 voir plus cher que l'achat puisque pendant les périodes de soldes on voit des moins 50 % moins 70% c'est que le commerçant fait une grosse marge.
- Si l'on veut faire des économies d'énergie dans un logement ancien changer des portes ou fenêtres restent un coût important même avec les réductions d'impôt quand elles existent encore car beaucoup ont été supprimées ces dernières années.
- Il faut ne pas mettre de CSG et/ou CRDS sur les petits salaires, les petites retraites ni les pensions d'invalidité
- Les retraites de certain ne leur permettent pas de vivre décemment, ils ne peuvent pas tous partir en voyage, les retraites ne permettent pas d'aller en EHPAD quand on ne peut plus rester à domicile et qu'on n'a pas pu dans sa longue vie de labeur s'acheter une maison. Des gens comme mes parents ont trimés toute leur vie travaillant 10 à 12 heures par jour, se réveillant la nuit même pour arroser leur jardin quand ils étaient maraîcher pour finir en EHPAD avec une somme de 90€ d'argent de poche chaque mois sur lesquels il faut payer les médicaments non remboursables (plus de 65 € par mois) les produits d'hygiène, les vêtements et chaussures, le pédicure pas remboursé si l'on n'est pas diabétique, le coiffeur. Le déremboursement du traitement pour la maladie d'Alzheimer, mon père est devenu très malade depuis qu'il ne l'a plus, mais s'il faut rajouter le prix du médicament les 90€ ne suffisent plus. On a recours aux enfants mais moi je vis seule, je suis fille unique et handicapée. Je ne peux aider mes parents.
-
- Pour l'environnement :
- - il faut supprimer tout le plastique non recyclable (et il y en a encore beaucoup) revenir à des bouteilles en verre avec une consigne
- Il faut obliger les industriels à mettre des emballages et des suremballages carton ou plastique pour éviter de les jeter.

- -Il faut que les yaourts en pot en verre ne soient pas plus chers que ceux en plastique qu'il faut enfouir et même supprimer tous les emballages en plastique, les barquettes en polystyrène
- - Les fruits ou céréales, ou légumineuses sous sacs plastiques sont moins chers que les fruits en vrac, ce n'est pas normal, c'est à changer.
- - On devrait pouvoir laisser les emballages chez le commerçant, à sa charge pour les évacuer
- - Taxer les Mac DO et compagnie qui ont beaucoup d'emballages non recyclable et les forcer à adopter d'autres matières et ne pas faire semblant de mettre des bacs de tri, car au final tout est à la poubelle, donc à l'enfouissement
- - souvent on nous fait croire que l'on trie mais même dans certaines déchetteries pour aller plus vite on vous dit de mettre dans le bac du milieu, celui où rien n'est recyclé (je l'ai vu).
- Les stylos sont souvent en matière plastique, il faut revenir à des stylos métal et rechargeable, mais quand on veut acheter une recharge, la recharge est plus chère que le stylo, c'est pas normal non plus.
- Quand on veut faire des efforts on est pénalisé, on doit payer plus.
- Les sacs poubelle biodégradables en maïs se déchirent avant même qu'on les ouvre, il faut améliorer la qualité
- Les appareils à obsolescence programmés devraient être interdits et on devrait pouvoir tout réparer, l'autre jour on m'a dit chez « Boulanger » qu'il est impossible de réparer mon aspirateur robot, il faut en racheter un et pour d'autres petits appareils électroménagers idem.
- - Pourquoi avoir reporté l'interdiction du glyphosate si ce n'est parce que Monsanto est un lobbying ? Il ne faut plus se laisser commander par ces géants tout puissant qui nous empoisonnent la vie et empêchent les petits agriculteurs de pouvoir acheter à un coût normal leurs semences, puisque ces entrepreneurs mondiaux ont le monopole et « engraisent » leurs actionnaires et méprisent la vie et le travail des petites et moyennes exploitations agricoles.
- Il faudrait augmenter le taux des livrets épargne pour les petits épargnants c'est rien du tout les taux actuels
- Il faut aussi plafonner les frais bancaires, plus on est pauvre, plus on a de risque d'être en débit et plus on paye, si on a beaucoup d'argent la banque nous déroule le tapis rouge et on peut obtenir tous les prêts que l'on veut.
- En cas de maladie longue durée même si ce n'est pas un cancer, on ne peut pas être assuré pour un prêt pour arrêt de travail, ou invalidité si on y est déjà, juste pour décès, alors qu'on a du mal à joindre les deux bouts comme on dit lorsque l'on est arrêté longtemps pour suites opératoires ou maladie.
- On devrait pouvoir avoir une assurance et non surtaxée dans le cas ci-dessus.
- Quand on vit seul(e) pas forcément par choix il y a des charges qui sont incompressibles comme l'électricité, le chauffage, les taxes habitation, foncières et l'on paye la même chose que si l'on vit en couple, là aussi on devrait pouvoir réduire les charges.
- - La redevance télévision est trop chère pour ce qu'il y a même s'il y a plusieurs chaînes, il n'y a que peu de choses intéressantes parfois, les chaînes font assez de publicité pour gagner de l'argent.
- La culture : spectacles, cinéma, livres, cd, dvd, musées ,reste un privilège que certains ne peuvent pas se permettre. Les musées nationaux gratuits sont dans les grandes villes.
- - les petites municipalités ne peuvent se permettre d'avoir un programme culturel.
- - Les dotations de l'état sont en forte baisse pour les communes alors le culturel passe en dernier, voir pas du tout d'actions culturelles.
- Etudes : mon fils voulait reprendre ses études en faculté. On lui a répondu à St-Etienne et à Lyon que ce n'était pas possible car il avait terminé sa licence depuis 3 ans. Il s'est donc vu obliger de prendre une université catholique qui donne des cours par correspondance, qui a bien voulu le prendre pour 1700€ de frais de scolarité. Il habite Lyon donc il faut compter en plus, les transports en train et le logement pour les semaines de regroupement toutes les 5 semaines et les stages pratiques qui se font dans des établissements scolaires catholiques sur DIJON. On dit que les jeunes ne sont pas motivés, mais quand ils le sont on les empêche de reprendre leurs études, c'est inadmissible. Il sera d'autant plus un professionnel riche

d'expériences car il aura travaillé, connu la vraie vie et aura un autre regard sur l'enseignement qu'il pourra donner puisqu'il veut être professeur d'arts plastiques ayant déjà une licence en arts du cinéma.

- Il n'a pu continuer dans le cinéma car il n'avait pas les moyens d'acheter du matériel : caméra, deux ordinateurs APPLE recommandés pour la vidéo et plus cher que les PC, et ban de montage etc...Et là encore il faut être dans ce milieu, fille de ou fils de pour percer hélas.
- Sa femme veut reprendre aussi ses études mais en attendant elle doit travailler pour faire vivre le ménage.

On lui fera sans doute la même réponse puisque ça fait 4 ans cette année qu'elle a terminé sa licence.

Voilà Monsieur le Président, un aperçu de ce que l'on peut vivre.

Quand on a fait des études, mais qu'on n'a quand même qu'un petit salaire et qu'on est seul(e) on ne travaille que pour payer les factures, la nourriture et l'on ne mange pas des Poulets de Bresse, même en Bresse car ils sont coûteux, et on rogne sur tout, le coiffeur, et les sorties, les spectacles, fini les vacances. Alors comment épargner pour sa retraite quand au quinze du mois on est déjà à moins quelques centaines d'euros sur son compte en banque ! Alors on se demande parfois, à quoi ça sert de vivre si l'on ne peut s'offrir quelques plaisirs et que notre travail ne nous offre pas la possibilité de faire des heures supplémentaires, et même si l'on en fait elles ne sont même pas récupérées car on ne devrait pas en faire, mais quand on travaille dans une association privée mais de service public, où l'on accueille des personnes et que l'on a une conscience professionnelle, on reste plus longtemps.

Tous les gens ne sont pas des fainéants. Il ne suffit pas de traverser la rue pour avoir un travail et encore bien pire si l'on est handicapé ou qu'on a plus de cinquante ans, et que l'on ne peut travailler qu'à temps partiel.

Il faut arrêter d'être dédaigneux, suffisant et de parler aux personnes comme si elles ne comprenaient rien.

Prenez pendant un mois la place d'un ouvrier, d'un employé moyen, pas d'un cadre, ni d'un manager qui travaille dans une petite ou moyenne entreprise et pas une multinationale et vous comprendrez mieux ce que l'on vit et vous saurez le prix d'une baguette de pain, ou d'un kilo de farine !

- Les personnes qui sont au chômage ne sont pas non plus des incapables et qui n'ont pas envie de travailler. Il faut mettre en équation le travail et la qualification et le coût pour aller au travail. J'ai une ancienne collègue au chômage à qui Pôle Emploi a proposé trois jours de travail consécutifs dans deux villes différentes à plus de cent kilomètres de chez elle à onze euros de l'heure, mais les frais de transport et d'hébergement étaient à sa charge. C'est une aberration. La même personne avait postulé pour un emploi de vendeuse dans une association intermédiaire, Pôle emploi a mis de côté son CV et sa candidature, car elle était trop qualifiée pour faire cela d'après eux. Elle se qu'elle veut c'est travailler et un emploi de vendeuse ou de caissière ne lui fait pas peur. Elle a travaillé en équipe et en recevant des jeunes et moins jeunes, elle a donc le sens du contact.
- Les employeurs cherchent toujours la perle rare, quelqu'un qui sait tout faire, qui est polyvalent, qui est corvéable à merci, sinon on vous dit qu'il y a des tas de gens qui sont prêts à prendre la place.
- Il faut bien que les jeunes débutent un jour pour pouvoir avoir de l'expérience.
- Il y a des gens qui travaillent mais qui ne peuvent pas se payer un logement, les bailleurs n'en veulent pas, car ils n'ont pas de garanties suffisantes, ceux qui ont un véhicule couchent dedans.
- Il y a des gens qui ne peuvent pas se payer 10€ de caution pour la location d'un véhicule dans une association pour la mobilité des plus précaires, sans la caution, pas de véhicule, alors on tourne en rond, pas de scooter pas de travail à la campagne et je ne parle pas d'une voiture !
- Il y a des jeunes qui ont tellement de souffrance psychiques et psychologiques qu'ils ne peuvent pas tenir dans un emploi, car en amont il faut résoudre d'autres problèmes, il y a d'autres freins à l'emploi et pour se qualifier il faut avoir la possibilité sur place et le niveau requis. Les organismes de formation désertent les campagnes, ils préfèrent les villes mais se déplacer à 30 ou 40 kms n'est pas facile.

Voilà tout ce que vous ne savez pas !

Jocelyne RODOT

DÉMOCRATIE CITOYENNETÉ

St-Jermain.
16 personnes.

Élection

- Vote obligatoire (personnisme)
- Prise en compte des votes blancs.
- Mandat présidentiel de 6 ans avec élection des députés pour 6 ans mais renouvellement de la moitié d'entre eux au bout de 3 ans.

Démocratie

- Participation des corps intermédiaires (Asso, Synd, CESE, ...)
aux décisions.
- Possibilité de Référendum d'Initiative Citoyenne sur toute question, mais pas sur les personnes, au niveau municipal ~~et~~ départemental.

- Demande de stabilité et de non rétroactivité des règles fiscales.
- Enseignement du fonctionnement de l'Etat et de l'économie tout au long de la scolarité.
- Formation citoyenne des jeunes à l'occasion du mois de service civil obligatoire.

TRANSITION ECOLOGIQUE

EDUCATION

- Renforcer la formation des jeunes au sein de l'Education Nationale.
- Pour Tous : Education à la consommation responsable - Consommer moins/Consommer mieux.

DECHETS

- Uniformiser les processus de gestion des déchets (mêmes règles de tri, centralisation et automatisés de traitement, ...)
- Travailler sur la réduction des déchets
- Favoriser l'eco conception des produits

AUTRES

- Préférer les politiques incitatives aux dispositions punitives.
- Encourager le co-voyage avec la mobilisation de tous les partenaires notamment les entreprises.

ORGANISATION de l'État et des services publics

stipendi

Organisation de l'État

- Réduction du nombre des ministères et donc des hauts fonctionnaires qui y sont employés.
- Réduction des strates territoriales.
- Clarification des compétences.
- Débat très partagé sur l'organisation communale avec l'idée de regroupement sans disparition (expte de l'Italie).

Contrôle

- Donner un pouvoir coercitif à la Cour des Comptes.
(pas maximale) -
- Renforcer le contrôle des dépenses de l'État.
- Création d'une commission d'évaluation indépendante pour l'évaluation des politiques publiques.

Santé

- Maîtriser l'implémentation des praticiens de santé sur le territoire (partage entre l'incitation et la coercition).
- Informer les années saines sur les coûts réels de leur consommation.

M LAMY Alin
26 Route de Tourens
71440 Saugny / Saillé.

TRANSITION ECOLOGIQUE

→ Interdiction de la suppression
des haies

→ Recherche obligatoire que sur
un champ qui fait au moins
5 ha ~~par~~ ait au moins
sur une face une haie.

Je sais qu'on s'attaque au droit
privé mais l'intérêt collectif
doit s'imposer à l'intérêt privé,
cela devrait être une cause nationale.

M^r LAMY Alex
26 Route de Tourens
77440 Surgny / Seully.

— Suppression des notaires pour les
actes immobiliers ; il y en a
plus qu'assez d'être rabaissés à
l'état de cerf qui doit alimenter
le train de vie fantasmagorique de cette
caste.

L'état gère le service des cartes
grises, le permis à point, il est tout
à fait en mesure de gérer quoi qu'il
appartient à qui de nos jours et
peut se passer de ces gens.

Lorsque je déciderai que je laisse
100 000 €, 200 000 €, 500 000 € ou 1 million
en quoi un notaire a-t-il à bénéficier
d'un pourcentage de mon travail ?

C'est un privilège digne d'un ancien
temps qui n'a plus lieu d'être dans
notre société actuelle.

Idem si je décide de vendre ma maison,
s'il y a eu effectués des travaux ; sur quoi
se justifie le fait qu'un notaire va bénéficier
de mon travail et de mon argent ?

Strictement rien, privilège absolu
qui doit être décapité.

Peut être trop de
fonctionnaires ds
certains services, mais
pas "trop" dans d'autres
ex - les hôpitaux

Transaktion erstbezogen

- Annotiert -> laut der für die Aufnahme
des Kontos a "Konten de mas" !!

Reine Frei-Blatt

T: 0385754656

Sigrid Jansen

Pour les "familles monoparentales"
où est le(a) conjoint(e).

La décision du juge doit impérativement
être appliquée.

La pension alimentaire ne pourrait-
elle pas être retirée et payée ~~de~~
selon les circuits du prélèvement
à la source ?

